

TORNATA DEL 21 MAGGIO 1852

PRESIDENZA DEL PRESIDENTE AVVOCATO RATTAZZI.

SOMMARIO. *Atti diversi — Relazione sul progetto di legge per una convenzione postale colla Toscana — Relazione sul progetto di legge per un mutuo da contrarsi dalla provincia di Faucigny — Seguito della discussione del progetto di legge per alienazione di beni demaniali — Relazione della Commissione sull'aggiunta ministeriale all'articolo secondo — Obbiezioni ed emendamento del deputato Biancheri — Osservazioni del ministro dei lavori pubblici — Approvazione dell'aggiunta ministeriale, dell'articolo 2 e dei seguenti — votazione ed approvazione della legge — Relazione di petizioni.*

La seduta è aperta all'una e mezzo pomeridiane.

CASTELLI, segretario, dà lettura del processo verbale della tornata precedente.

ATTI DIVERSI.

PRESIDENTE. La Camera non essendo in numero si farà l'appello nominale.

(*Si procede all'appello nominale, ma questo viene interrotto al sopraggiungere di un numero sufficiente di deputati.*)

La Camera essendo in numero, metto ai voti l'approvazione del processo verbale.

(È approvato.)

Il ministro della guerra trasmette alla Camera numero 135 esemplari della relazione dallo stesso rassegnata a S. M., intorno all'esplosione della regia fabbrica delle polveri; questi esemplari saranno distribuiti ai signori deputati.

Prego i membri delle Commissioni, che sono incaricati delle relazioni dei progetti di legge che furono presentati, ad occuparsi delle medesime, poichè i lavori sono pochi e saranno ben presto esauriti.

RELAZIONI SUI PROGETTI DI LEGGE: 1° CONVENZIONE POSTALE COLLA TOSCANA; 2° AUTORIZZAZIONE DI MUTUO A FAVORE DELLA PROVINCIA DI FAUCIGNY.

TORRELLI, relatore. Ho l'onore di presentare alla Camera la relazione sul progetto di legge portante approvazione della convenzione postale colla Toscana. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 824.)

A nome della Commissione, prego la Camera a volerla dichiarare d'urgenza.

RICCI VINCENZO, relatore. Presento alla Camera la relazione della Commissione per l'autorizzazione di un mutuo di lire 200,000 alla provincia di Faucigny. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 813.)

PRESIDENTE. Queste due relazioni saranno immantinentemente stampate e distribuite.

Io credo che si potrebbero mettere all'ordine del giorno stesso di domani.

Voci. Sì! sì!

SEGUITO DELLA DISCUSSIONE ED APPROVAZIONE DEL PROGETTO DI LEGGE PER L'ALIENAZIONE DI BENI DEMANIALI.

PRESIDENTE. L'ordine del giorno reca la continuazione della discussione del progetto di legge intorno all'alienazione di beni demaniali.

La Camera, nella tornata precedente, oltre all'articolo 1, ha già discusso ed approvato i tre primi paragrafi dell'articolo 2.

Venne quindi in discussione l'aggiunta che era stata proposta dal signor ministro delle finanze, la quale è concepita in questi termini:

« È parimente fatta facoltà al Governo di vendere a trattative private lo stabile di cui al numero 30. »

Intorno a quest'aggiunta la Camera ne aveva decretato lo invio alla Commissione, affinchè facesse quelle osservazioni che credesse del caso.

Invito dunque il signor relatore della Commissione a riferire sulla medesima.

DESPINE, relatore. La Commission à laquelle vous avez renvoyé l'article 2 du projet de loi, pour vous fournir des renseignements sur le n° 30, concernant les mines d'Alagna et de Scopello, a examiné avec attention les documents relatifs à cette propriété domaniale.

Elle a reconnu que le Conseil des mines, appelé, l'an dernier, à donner son avis sur des demandes antérieures de location ou de vente, avait provoqué une expertise régulière tant de la valeur que de la condition actuelle de chacun de ces établissements.

Dans sa séance du 8 mai 1851, ces expertises lui furent présentées. Il en résulta que la valeur des bâtiments de Scopello fut estimée, d'après le casellaire, à fr. 34,935 43 à laquelle il fallait ajouter les terrains environnants, cultivés en prés, et mesurant 21,349 m. q., 21 centimètres. » 6,761 14

Ensemble . . . fr. 41,496 57

Il est vrai que l'état d'abandon où se trouvaient ces bâtiments aurait exigé des réparations que l'ingénieur évaluait à francs 11,669 46 pour les remettre en exercice. Il observait, toutefois, que l'élévation de ce dernier chiffre était moins due à la quantité des réparations à faire qu'à la difficulté de se procurer, sur les lieux, les ouvriers et les matériaux. Il ajoutait qu'en tenant compte du prix courant de vente et de celui de location dans le pays, on pourrait baser le prix des enchères pour la vente sur francs 23,832 32, et pour la location sur 500 francs; mais que ces prix seraient encore susceptibles d'augmentation, à cause de l'heureuse position de l'édifice dans un chef-lieu de mandement où il se fait un commerce actif, à cause de l'achèvement jusqu'à Scopello de la route provinciale, enfin à cause de la possibilité d'utiliser ce bâtiment pour divers genres d'industrie.

Quant aux établissements d'Alagna, l'expertise dressée, le 27 avril 1850, par le bureau du génie civil, avait constaté que ces établissements pourraient former deux lots: le premier, composé de terrains mesurant ensemble 6,056 60 m. q., représentant une valeur de fr. 2,217 30 et du bâtiment principal de la laverie, estimé » 7,247 94

Le second, composé de 11,831 62 m. q., terrains en prés, jardins et terres vagues, estimés » 5,084 68 et de quatre bâtiments servant à divers usages » 3,066 63

Ensemble . . . fr. 15,616 55

Mais dans cette valeur ne figure pas celle des bâtiments situés au quartier dit de l'Or, à une heure au-dessus d'Alagna, bâtiments, d'ailleurs, en très-mauvais état. Le bureau du génie ajoutait encore qu'il serait facile de trouver des acquéreurs pour les établissements d'Alagna, même avec une augmentation de prix.

D'après les données qui précèdent, le Conseil des mines émit l'opinion:

1° Qu'il convenait de vendre aux enchères les établissements avec la concession des mines, en faisant toutefois publier auparavant un programme contenant l'aperçu historique de ces établissements, leur consistance actuelle, les espérances déduites des travaux de recherche dont il a été fait mention à la Chambre; travaux qui ont coûté francs 18,826 62, et qui, loin d'être une perte, comme le disait avant-hier monsieur le ministre des finances, devraient, au contraire, former une augmentation de capital; en un mot, toutes les circonstances propres à faire apprécier la véritable valeur de cette propriété;

2° Que l'on pourrait adopter pour base des enchères les prix donnés aux bâtiments par les expertises;

3° Qu'à défaut de miseurs pour la vente, on pourrait mettre ces établissements en location, soit ensemble, soit séparément;

4° Que l'établissement de Scopello ne devrait, toutefois, être vendu séparément, qu'autant que l'acquéreur des mines d'Alagna aurait déclaré ne vouloir pas s'en servir pour l'exploitation des mines d'or et de cuivre.

Dès lors, le Gouvernement n'a pas jugé devoir publier le programme ci-devant enoncé. Il s'est borné à mettre aux enchères la location pour 30 ans des établissements, suivant le cahier des charges du 14 août 1851, sur une mise à prix annuelle de 2600 francs, dont:

Pour la mine de cuivre	800 fr.
Pour celle d'or	400 »
Pour bâtiments d'Alagna	800 »
Pour bâtiments de Scopello	600 »
	2600 fr.

laissant à la charge de l'adjudicataire les réparations évaluées approximativement à 16,000 francs.

Les enchères ouvertes le 19 septembre sont restées désertes. Celles du 11 octobre suivant l'ont été également; et c'est en suite de cet essai que le Gouvernement s'est décidé à comprendre l'aliénation des établissements dont il s'agit dans la loi qui vous est proposée.

Votre Commission, considérant que les faits ci-devant énoncés, et ceux signalés, dans la dernière séance, par l'honorable député de Varallo, démontrent suffisamment l'importance de ces établissements; considérant que le programme proposé par le Conseil des mines n'a pas été publié; et qu'ainsi l'attention publique n'a pas été suffisamment éveillée à leur égard; et qu'il n'est pas étonnant que les spéculateurs aient négligé de se présenter aux enchères, ne peut que renouveler l'invitation au Gouvernement d'employer les moyens de publicité les plus efficaces pour appeler le concours des nationaux et des étrangers.

Quant au prix de 15,606 55 porté au numéro 30 de l'état du Gouvernement, en le comparant avec celui de 15,616 55 fourni par le bureau du génie civil pour le seul établissement d'Alagna, votre Commission croit réellement qu'il a été fait erreur dans l'état, et qu'on s'est borné à y comprendre seulement le prix d'Alagna sans y joindre celui de Scopello; qu'ainsi cette désignation ne pourrait nullement servir de base pour un prix de vente, à moins d'y joindre encore le prix de Scopello estimé 41,496 97, ou tout au moins celui de 23,832 32 énoncé comme se trouvant en rapport avec les prix de vente usuels de la localité.

Enfin, quant à la faculté de céder les établissements par contrat privé, votre Commission, ainsi que j'ai eu déjà l'honneur de le dire, n'a pas de difficulté à accepter cette clause; car elle pense que le Gouvernement doit avoir plus de latitude pour la vente d'une concession de mine que pour toute autre propriété, mais bien entendu que c'est sous la responsabilité du Ministère, et après s'être entouré de tous les moyens propres à sauvegarder les intérêts du trésor en ce qui concerne tant le prix émis que la redevance annuelle due à l'Etat pour la concession.

Ainsi que le voit la Chambre, les conclusions de la Commission sont d'accepter l'amendement ou la proposition faite par monsieur le ministre des finances, c'est-à-dire de donner faculté au Gouvernement de vendre les mines portées sous l'article numéro 30 par soumission privée, laissant à la responsabilité ministérielle le soin d'assurer la vente la plus efficace.

PRESIDENTE. La Camera ha udita la relazione della Commissione, le cui conclusioni sono per l'approvazione dell'aggiunta proposta dal Ministero. Essa è così concepita:

« È parimente fatta facoltà al Governo di vendere a trattativa privata gli stabili di cui al numero 30. »

La pongo ai voti...

BIANCHERI. Domando la parola.

PRESIDENTE. Ha la parola.

BIANCHERI. Io non saprei come conciliare le proposte che ci vengono fatte dalla Commissione su questo progetto di legge colle nuove osservazioni che il signor relatore della Commissione medesima venne a sottoporre alla Camera. Egli ha dovuto riconoscere nel nuovo esame ordinato dalla Camera che effettivamente nella tabella annessa alla legge di cui si tratta è occorso l'errore da me accennato nella tornata antecedente; cioè a dire che nel prezzo ivi fissato per le mine d'Alagna si era ommesso di comprendere quello degli stabilimenti di Scopello; giacchè sotto l'articolo 30 di detta tabella si vedevano figurare soltanto lire 15,606, prezzo relativo alle

mine d'Alagna, senza vedersi poi nè sotto quell'articolo, nè sotto un altro qualunque figurare le lire 41,496, che si riferiscono allo stabilimento di Scopello.

Consequentemente io non posso che insistere nella proposta già fatta nella tornata precedente, perchè tanto le mine quanto i terreni e fabbricati adiacenti alle mine medesime vengano esposti ai pubblici incanti, piuttostochè autorizzare il signor ministro delle finanze a venderli a trattativa privata, e vado ad esporre brevemente alla Camera i motivi della mia proposta. Lo scopo principale che la Camera deve prefiggersi nella vendita dei beni di che si tratta, si è quello di trarre dai medesimi il miglior partito possibile. Ora tutti sanno che la vendita all'asta pubblica, ammettendo la concorrenza tanto dei nazionali che dei forestieri indistintamente è diretta ad aumentare considerevolmente il prezzo dei beni posti all'incanto. Nè io posso ammettere che dalle mine di Alagna e di Scopello non si possa ricavare che un lucro corrispondente all'interesse di lire 35,000, giacchè lo stesso ministro delle finanze nell'anno scorso, quando si trattava di dare in affitto i beni di cui si tratta, faceva rilevare il prezzo di questi beni non alla somma di lire 15,606 portata dalla tabella annessa al progetto di legge, nè a quella di 35,000 lire offerta dal signor Brunetti, ma sibbene alla somma di lire 60,000 e più, come si rileva dal capitolato che andava unito all'affittamento di detti beni, stato pubblicato per ordine dell'azienda generale dell'interno in data 14 agosto 1851.

Risulta infatti da quel capitolato (e qui prego la Camera a voler portare la sua attenzione sull'entità e natura dei beni in discorso) che l'affittamento di cui si tratta comprende i seguenti beni, cioè: 1° la regia miniera di rame posta nel territorio di Alagna, annessi fabbricati inservienti alla pesta e lavoro ed alloggio degli operai; i terreni attigui al detto fabbricato, coltivati o suscettibili di coltivazione, del quantitativo di are 45; 2° la regia miniera d'oro posta nel territorio di Alagna; gli annessi fabbricati inservienti all'alloggio degli operai, ed officio di amalgamazione; più i terreni annessi a detti fabbricati, coltivi, prati e gerbidi imboscati, del quantitativo di 111 are; 3° finalmente la regia fonderia di rame posta nel territorio di Scopello; terreni annessi alla medesima, coltivati, e prati del quantitativo di are 213 circa.

Questi sono i beni che devono intendersi compresi sotto l'articolo 30 della tabella, colla denominazione di *mine d'Alagna e di Scopello*: ora, quale si è il prezzo attribuito a questi beni nello stesso capitolato? Qui conviene che la Camera ritenga che, oltre il prezzo di affittamento a cui si voleva sottoposto il concessionario dei beni in discorso, si volevano pure addossare altri carichi esorbitanti oltre il pagamento di diverse somme ivi stabilite come obbligazione e condizione dell'affittamento.

Il prezzo dell'affittamento era ripartito nelle seguenti somme, cioè:

Per la miniera di rame	L.	800
Per la miniera d'oro	»	400
Pei fabbricati annessi alla miniera	»	800
Per la fonderia di Scopello ed annessi terreni	»	600

Totale . . . L. 2600

Questo era l'annuo fitto proposto dal Governo come primo prezzo d'incanto, onde poi far luogo (noti la Camera) al semplice affittamento dei beni, lo che avrebbe dato un reddito annuo e liquido di lire 2600; oltre di ciò fu stabilito all'articolo 5 di quel capitolato che il deliberatario, oltre all'annuo fitto di lire 2600, dovesse rimborsare al Governo le spese incontrate nell'apertura della galleria di ribasso, che som-

mano a lire 12,000. Consequentemente bisogna aggiungere alla somma di lire 2600 quella di lire 600 almeno, che corrisponde al capitale di lire 12,000.

Più, era stabilito al successivo articolo 6 che le riparazioni e restauri da farsi, la cui spesa venne computata a lire 16 mila, fossero a carico totale del deliberatario.

Dalle cose sin qui esposte si scorge di quale importanza debbano essere questi beni, e si scorge anche il perchè, essendosi esposto agli incanti l'affittamento di detti beni sotto gli oneri e condizioni sovraccennate, non siasi potuto trovare alcun offerente; a parte tutte queste obiezioni (ritenga bene la Camera) risulta dall'articolo 8 di detto capitolato essersi imposto l'obbligo al concessionario di giustificare di una responsabilità di lire 60,000 a garanzia del contratto, obbligo che riusciva d'altronde soverchio trattandosi d'una locazione di lire 2600 annue pagabili a semestri maturati, ma che pure doveva sopportarsi da chiunque avesse voluto attendere al proposto affittamento.

Ecco spiegato il perchè le persone, le quali avrebbero di buon grado aderito a pagare il fitto di lire 2600 per coltivare le miniere di cui si tratta, hanno però dovuto rinunciare al detto affittamento onde non sottostare a così esorbitanti ed onerose condizioni.

Ora tenga conto la Camera di tutte queste circostanze, e si convincerà facilmente che, se non si è trovato chi abbia voluto attendere al proposto affittamento per lire 2600, la ragione è ben tutt'altra che quella allegata dalla Commissione e dal ministro delle finanze.

Troviamo infine stabilito nell'articolo 14 di detto capitolato essersi fatta facoltà al concessionario di rendersi acquirente di queste mine, fabbricati e terre cadenti nell'affitto, a condizione che nel primo decennio dovesse presentare una domanda al Governo per convertire il contratto d'affittamento in contratto d'acquisto in ragione di lire 100 per ogni 5 di fitto.

Consequentemente il concessionario che avesse dovuto rendersi deliberatario di questi medesimi stabili avrebbe dovuto pagare non già la somma di lire 15 mila, nè quella di lire 35 mila, ma bensì la somma di lire 52 mila in capitale, corrispondente all'annuo fitto di lire 2600, oltre tutti gli altri carichi che gli sono stati imposti, ed oltre il pagamento di lire 12 mila alle regie finanze, e quello di lire 16 mila per le riparazioni.

Io dico adunque che la Camera non deve ritenere come giustificato che questi beni non possano dare un reddito maggiore di quello che corrisponde all'interesse di lire 35 mila offerto dal signor Brunetti, che anzi io tengo per fermo che l'importanza di queste miniere ed il reddito dei beni che vi sono annessi sia molto maggiore di quello che risulterebbe da detto capitolato.

Nè giova il dire che nell'ultimo decennio questi medesimi beni non abbiano dato quasi verun reddito, poichè i calcoli istituiti dal signor ministro sono affatto insussistenti ed inattendibili, e per verità risulta da un rendiconto, stato ricavato appunto dalla relazione che venne presentata al signor ministro delle finanze, che in alcuni anni di quel decennio queste miniere avrebbero dato un prodotto inferiore a lire 150 e talvolta anche inferiore alle lire 60, lo che prova ad evidenza che quelle mine non furono coltivate, o quanto meno che il Governo non vi ha impiegato il numero d'operai a tal uopo richiesto; troviamo però che nel primo anno di quel decennio, cioè nel 1841, hanno dato un prodotto netto di 2803 lire, nell'anno 1843 hanno dato un prodotto di lire 1319, nel 1844 hanno dato un prodotto di lire 1833.

Cosa importa adunque che nel 1847 non abbiano dato che un prodotto di 56 lire, e nel 1848 abbiano fruttato sole 151 lire, e 118 lire nel 1850? Non si può da tali calcoli arguire che queste miniere non possano dare prodotti maggiori; giacchè, ripeto, ciò non proviene dalla scarsezza delle miniere, ma piuttosto dalla incuria del Governo o dalla cattiva direzione dei lavori.

D'altronde io ritengo che il mezzo degl' incanti lascia sempre luogo alla concorrenza e non limita mai verun prezzo; tutti gli speculatori nazionali ed esteri che vorranno fare acquisto di queste miniere apprezzeranno sempre l'immenso vantaggio di trovare uno stabilimento compiuto ed ultimato in tutte le sue parti, ed in cui, secondo la relazione della Commissione, si sono già impiegate delle centinaia di mila lire; questi speculatori potranno essere attirati dalla descrizione che potrà farsi circa le miniere e terreni di cui si tratta, con apposito manifesto, e dal reddito presunto che se ne può ricavare in avvenire, e per conseguenza è sperabile, ed anzi probabilissimo, che col mezzo degli incanti, invece di lire 35 mila, se ne ricavi una somma maggiore di lire 60 mila.

Se per lo contrario la Camera adotta la proposta del signor ministro delle finanze, per cui resta autorizzato a vendere a trattativa privata, è certo sin d'ora che non se ne potrà ricavare un prezzo maggiore di lire 35 mila, nè si potrà far rimprovero al ministro di averli ceduti a tal prezzo: perciò io dico che non si deve lasciare intentato il mezzo degl' incanti, essendo questo il vero e l'unico per ricavare il maggior profitto possibile nella vendita a trattative private.

Avvi poi l'altro pregiudizio già avvertito dalla Commissione, e si è quello della fissazione dell'annua tassa da corrispondersi alle finanze in lire 50.

Diffatti questa tassa regolata dall'editto 16 giugno 1840 deve corrispondere al 5 per cento sul prodotto brutto di queste miniere; il signor Brunetti, il quale già fin d'ora riconosce che il prodotto sarà ben maggiore della somma di 1666, corrispondente all'offerta da lui fatta, vorrebbe che il Governo si vincolasse preventivamente a non potere mai esigere una somma maggiore di quella di lire 50.

Ora io domando se quando queste mine verranno a dare il prodotto brutto di lire 4 o 5 mila, non vi sarà un pregiudizio reale per le finanze, le quali, invece di ricavare lire 100 a 200 annue da questa tassa stabilita sulla base dell'articolo 51 di detta legge, non potranno ricavare più di lire 50.

Anche per questo motivo adunque io riconosco che l'offerta del signor Brunetti non presenta quelle condizioni per cui possa meritare d'essere accettata.

Ad oggetto poi di ricavare il maggior prezzo possibile dalla vendita di detti beni, io credo che sia conveniente il dividere le mine d'Alagna dai fabbricati e dai terreni di Scopello, poichè dalle informazioni che ho assunte a questo riguardo mi risulta esservi persone le quali volentieri comprerebbero i fabbricati ed i terreni di Scopello senza rendersi acquirenti delle mine di Alagna.

D'altronde questa separazione non può recar verun danno, poichè se quegli che attenderà alla compra delle mine d'Alagna vorrà anche attendere all'acquisto dei fabbricati di Scopello, è fatta anche a lui facoltà di farlo, mediante quell'aumento di prezzo che sarà necessario. È chiaro pertanto che dalla vendita ai pubblici incanti non può che risultarne un vantaggio sommo per le finanze.

Io quindi conchiudo che si rigetti la proposta del signor ministro e che si adotti la massima generale sancita dalla Camera per tutti gli altri beni da vendersi.

PRESIDENTE. Domando al deputato Biancheri se non faccia una proposta.

BIANCHERI. L'ho già fatta nella tornata precedente, ed era appunto che sotto l'articolo 30...

PRESIDENTE. Favorisca scriverla ed inviarmela.

DESPINE, relatore. Les observations que vient de présenter l'honorable monsieur Biancheri viennent entièrement à l'appui des motifs qui ont dicté le rapport de la Commission et des observations que j'ai déjà eu l'honneur de soumettre à la Chambre.

La Commission a fait remarquer que l'on n'avait pas encore réuni tous les éléments nécessaires pour tirer de ces établissements le meilleur prix qu'il était possible d'en obtenir, et elle a appelé de nouveau toute la sollicitude du Gouvernement à cet égard.

Quant à la valeur des terrains qui se trouvent soit à Scopello, soit à Alagna, cette valeur se trouve déterminée spécialement et d'une manière rigoureuse dans l'expertise. Vous avez entendu que ceux de Scopello s'élèvent à francs 651 14 et ceux d'Alagna s'élèvent à francs 5301 98, divisés en deux lots, l'un de francs 2217 30 et l'autre de francs 3084 68.

De sorte que les terrains d'après leur valeur vénale auraient une valeur totale de francs 11,863 12.

Quant aux produits annuels qui ont été retirés, la Commission a déjà eu l'honneur de relater dans la dernière séance de quelle manière se percevaient ces revenus. Le Gouvernement n'exploitait pas par lui-même; il abandonnait l'exploitation à ceux qui voulaient la faire en se retenant seulement une portion du produit.

Ainsi, vouloir établir sur un pareil précédent le revenu de ces mines, ce serait se mettre dans le cas d'arriver à un résultat essentiellement faux.

Cependant la Commission, en faisant ces observations, a pensé que, tout en appelant la sollicitude du Ministère, en mettant en quelque sorte sa responsabilité en jeu, pour tirer de ces mines le plus grand parti possible, il lui convenait de laisser au Gouvernement toute la latitude nécessaire, et plus de latitude qu'on n'en a dans une adjudication ordinaire.

En effet, dans une adjudication ordinaire, c'est celui qui offre le prix le plus élevé qui doit être accepté; parce que l'acquéreur, étant le propriétaire de l'objet mis en adjudication, peut user et abuser comme il l'entend de sa propriété.

Mais la propriété des mines est constituée chez nous d'une autre manière; elle est constituée dans ce sens que l'exploitation doit réellement s'exploiter non pas seulement pour son intérêt privé, mais encore, mais surtout dans l'intérêt du pays. C'est pour cela que la loi qui régit les mines a posé un cas d'abandon *volontaire*, et un cas d'abandon *forcé*.

Lorsque l'exploitant n'exploite pas, ou n'exploite pas conformément aux règles prescrites, la loi donne au Gouvernement le droit de le faire déchoir de son exploitation. En conséquence la propriété d'une mine, soit la concession, doit être soumise à des conditions tout-à-fait spéciales. Voilà pourquoi, en accordant au Gouvernement le droit de vendre par soumissions privées on le laisse à même de choisir l'acquéreur qui lui présente le plus de garanties tant dans l'intérêt du trésor, que dans l'intérêt économique.

La Commission, mue par ce principe, a jugé convenable de laisser au Gouvernement la liberté de vendre par soumission privée; mais elle n'a fixé aucun prix, et elle est convaincue, après les considérations par elle mises en avant, et celles qui ont été présentées dans cette Chambre, que le Gouvernement ne peut pas faire autrement que de chercher à

vendre le plus favorablement possible. En conséquence, la Commission maintient l'article tel qu'il a été présenté par monsieur le ministre des finances.

PRESIDENTE. Il deputato Biancheri proporrebbe che al numero 30 della tabella indicativa dei beni demaniali a venderli si debba dire: « Le miniere d'Alagna . . . L. 15,606 Ed infine della tabella al numero 37:

« Le miniere di Scopello. » 41,496

BIANCHERI. Desidererei che, oltre il nome di queste miniere, si dicesse:

« Le miniere, i fabbricati ed i terreni adiacenti, ecc. »

PRESIDENTE. Comincerò a porre ai voti la proposta del Ministero, perché, ove sia adottata, resta inutile la proposta Biancheri.

PALEOCAPA, ministro dei lavori pubblici. Debbo dichiarare che, quando il Ministero propose che gli fosse data facoltà d'entrare in trattative private, non ha inteso d'escludere gli appalti.

La Commissione ha dichiarato che lascia alla responsabilità del Governo di fare il miglior contratto possibile.

Il Governo ha osservato che sotto le condizioni in cui era stato messo all'asta pubblica l'affittamento di queste miniere e subordinatamente anche la vendita, non si aveva avuto alcun risultato.

Non ne viene per questo, come osservava il signor Biancheri, che forse, rendendo meno gravi le condizioni dell'appalto, non si possa ottenere di venderle all'asta.

Quello adunque che si propone il Governo si è appunto di tentare l'appalto a condizioni più ragionevoli, le quali però siano sufficienti per dare quelle garanzie che sono sempre necessarie, quando si va ad un appalto, come opportunamente ha osservato il signor Despina.

Il Governo dunque proverà a mettere l'appalto a condizioni più moderate, ma sufficienti tuttavolta per garantire il buon esercizio delle miniere. Siccome è difficile che questo mezzo riesca, avendo vista la mala prova fatta la prima volta, per tal caso il Governo domanda la facoltà di andare a trattative private, per non continuare troppo lungamente in questo stato di cose nel quale queste miniere, invece d'essere attive, riescono passive pel Governo.

BIANCHERI. Vorrei rispondere ancora qualche cosa alle osservazioni che vennero fatte dal signor ministro dei lavori pubblici; egli fa, a mio parere, una confusione tra la vendita ai pubblici incanti e la vendita a trattative private.

PRESIDENTE. Scusi un momento. È necessario ritenere bene i termini espressi dall'aggiunta proposta dal Ministero. In essa non si stabilisce che la vendita debba essere fatta per privata trattativa, ma si dice semplicemente: « È fatta facoltà al Governo di vendere queste miniere a trattativa privata; » dimodochè è una semplice facoltà che vien fatta, senza prescrizione di nessun prezzo.

BIANCHERI. Io vorrei al contrario che questo prezzo fosse preventivamente stabilito, cioè a dire che non si dovesse vendere ad una somma minore di quella accennata nella legge; ma quando si dà una facoltà di questa natura ad un ministro, concedendogli l'autorizzazione di vendere senza fissazione di prezzo, egli potrà sempre mettere al coperto la sua responsabilità con dire: ho venduto al maggior prezzo che mi sia stato offerto, e questo prezzo maggiore è offerto dal signor Brunetti; e qui non bisogna illudersi.

La proposta del signor Brunetti è fatta a condizione che non si proceda ad incanto.

Ecco dunque che la Camera non può assolutamente supporre che la proposta fatta dal signor ministro presenti mag-

giori vantaggi di quelli risultanti dall'offerta fatta dal signor Brunetti!

Perciò la Camera non deve precludersi la via dei pubblici incanti, che è quella appunto che può dare maggiori risultati.

D'altronde rifletta la Camera che dal capitolato poc'anzi citato risulta che, oltre le mine ed i fabbricati, vi esistono dei terreni coltivati e coltivabili per una superficie di 379 are, i quali darebbero certamente un reddito in soprappiù del ricavo che può ritrarsi dalle miniere.

In conseguenza la proposta del signor ministro non è accettabile, poichè la facoltà che egli domanda verrebbe ad escludere, a danno dell'erario, la maggiore concorrenza degli attendenti ed il maggior prezzo che deve necessariamente risultarne.

PALEOCAPA, ministro dei lavori pubblici. Io non saprei far altro in risposta all'onorevole Biancheri che ripetere questa dichiarazione, che cioè questa facoltà, che mi è data di trattare per convenzione privata, non la ricevo appunto come facoltà assoluta, ma solo pel caso nel quale l'asta pubblica non riesca.

La mia intenzione l'ho già dichiarata, e, la ripeto, è quella di andare ai pubblici incanti, ed ho detto, mi pare assai chiaramente, che siccome il sospetto che non riesca l'asta è fondato sopra le troppo gravi condizioni del primo incanto, farò ridurre quelle condizioni in quanto non possa compromettere il buon esercizio del fondo, poscia andrò all'asta, e se, malgrado queste modificazioni, l'asta non riesce, allora profitterò della facoltà che mi è concessa di trattare per convenzione privata.

Io non so comprendere come, dietro questa dichiarazione, si possa dire che si venga a confondere l'asta colle trattative private.

BIANCHERI. Stante le ultime dichiarazioni fatte dal signor ministro dei lavori pubblici, io non ho più altro da dire, e mi pare anzi che siamo perfettamente d'accordo.

Non è sul prezzo d'incanto che io insisto, giacchè deve risultare dalle offerte degli attendenti e dall'aumento che ne consegue, ma ho insistito ed insisto principalmente che non si lasci intentato il mezzo dei pubblici incanti, e dico che questo deve precedere l'esperimento per trattative private; e qui faccio osservare al signor ministro dei lavori pubblici che in quanto alle condizioni ed alle prescrizioni, sotto le quali debbono esporsi in vendita questi beni, è pienamente facoltativo al signor ministro di determinarle giusta il disposto dell'articolo 5 di questa stessa legge, in cui si dice che, quanto al modo del pagamento ed alle condizioni della vendita, il ministro delle finanze è autorizzato a stabilire quelle prescrizioni che crederà più opportune all'interesse dello Stato. Venendo quindi adottato il citato articolo 5, come lo sarà sicuramente, egli si trova in piena facoltà d'aprire la vendita particolare di questi stabili con quelle prescrizioni che crederà più convenienti all'interesse dello Stato, ed utili anche alla coltivazione di queste miniere, che io vorrei promuovere anzichè incagliare.

PRESIDENTE. Pongo ai voti l'aggiunta proposta dal signor ministro delle finanze. (*Vedi sopra*)
(Dopo prova e controprova è adottata.)

Pongo ai voti l'intero articolo 2.

BOTTONE. Chiedo la parola.

Proporrei un'aggiunta in questi termini: « previo l'esperimento dell'asta pubblica. »

PRESIDENTE. Vuole il deputato Bottone svolgere la sua proposta?

BOTTONE. Non credo che sia necessario, perchè il Ministero stesso ha dichiarato di voler fare questo esperimento prima di procedere a trattative private.

PRESIDENTE. Domando al signor ministro se accetta quest'aggiunta.

PALEOCAPA, ministro dei lavori pubblici. Ho già dichiarato di essere disposto a fare procedere ai pubblici incanti, e non mi pareva nemmeno necessaria l'aggiunta.

PRESIDENTE. Mettèrò ai voti la proposta fatta dal deputato Bottone, di aggiungere all'articolo 2 le parole « previo esperimento dell'asta pubblica. »

(È approvata.)

Rileggo ora l'intero articolo 2 come fu emendato :

« L'alienazione avrà luogo col mezzo dell'asta pubblica.

« Tuttavia i beni, il cui valore giusta la perizia non eccede le lire 500, potranno essere alienati per trattativa privata.

« In questa conformità il Governo è autorizzato a vendere lo stabile che figura al numero 13 di detto stato in favore della città di Cuneo ; al numero 27 a favore di quella di Voghera, ed il primo piano coi suoi accessori del caseggiato, di cui all'articolo 31 del medesimo stato, a favore della città di San Remo.

« È parimente fatta facoltà al Governo di vendere a trattativa privata gli stabili di cui al numero 30 dello stesso stato, previo esperimento ai pubblici incanti. »

Lo pongo ai voti.

(La Camera approva.)

(I seguenti articoli, messi successivamente ai voti, sono approvati senza discussione.)

« Art. 3. L'alienazione autorizzata dall'articolo 1 seguirà colla rinuncia al riscatto riservato al demanio dello Stato nell'articolo 427 del Codice civile.

« Art. 4. L'approvazione dei contratti avrà luogo col mezzo dei regi decreti, previo il parere del Consiglio di Stato.

« Art. 5. Quanto al modo ed alle epoche del pagamento ed alle altre condizioni della vendita, il ministro delle finanze è autorizzato a stabilire quelle prescrizioni che crederà più opportune nell'interesse dello Stato.

« Art. 6. Per gli effetti della presente legge è derogato all'articolo 425 ed alla seconda parte dell'articolo 427 del Codice civile e ad ogni altra disposizione in contrario.

Si passerà alla votazione per scrutinio segreto sul complesso della legge :

Risultamento della votazione :

Presenti e votanti	107
Maggioranza	54
Voti favorevoli	87
Contrari	20

(La Camera approva.)

RELAZIONE DI PETIZIONI.

PRESIDENTE. L'ordine del giorno reca relazioni di petizioni.

Invito alla ringhiera il commissario Angius.

ANGIUS, relatore. Petizione 3732. Gaetano Peyrani di Cagliari, negoziante in legname, rappresenta che fino dal 1844 il comando del porto e della darsena di Cagliari, appoggiandosi sopra un semplice manifesto della così detta capitania generale 2 dicembre 1817, pretendeva si dovesse dai

negozianti, che importavano legnami grossi dall'estero o da porti continentali dello Stato, operare un deposito presso il ricevitore dei diritti del porto per garantire certo diritto di ostellaggio, cui dovevano essi legnami restar soggetti, qualora rimanessero più di cinque giorni depositati sui moli ; ma che poi recedeva, convinto che quella disposizione era stata annullata dal regio editto 18 maggio 1820, sulla riorganizzazione della dogana in Sardegna, nel quale era espresso che gli oggetti e generi descritti nella tariffa unita ad esso editto dovessero alla loro introduzione in città pagarvi i diritti nella medesima stabiliti e non altri, con espressa derogazione dei preesistenti, di qualunque natura ed a chiunque per l'addietro appartenenti.

Soggiunge che pochi mesi avanti il presente ricorso (29 marzo 1851) quell'illegale pretesa si risuscitava dal tenente del porto, in nome del comandante ; ch'esso petente essendo ricorso all'ufficio di dogana e stato autorizzato a sbarcare il legname, veniva impedito dalle guardie del porto ; che avendo protestato per lettera presso il detto ufficio, n'ebbe un rescritto, secondo il quale avrebbe dovuto rivolgersi al Ministero di marina e di commercio ; che non potendo aspettare quei tardi provvedimenti, quando già protestava contro di lui il padrone del navicello per i danni, giacchè aveva questi patteggiato un altro noleggiato, dovette transigere col comandante pagando la metà della chiesta tariffa : quindi domanda che la Camera provochi dal Ministero i convenienti provvedimenti perchè cessino tali vessazioni ed ingiuste esazioni.

La vostra Commissione, comechè creda che dopo i provvedimenti legislativi, che non ha guari si sono fatti, siasi stabilito un miglior ordine, tuttavolta è di parere che questa petizione sia portata a cognizione del ministro delle finanze.

Il petente passa quindi a notare altri più considerevoli impedimenti che nel porto di Cagliari soffre il commercio e dipendono da certi vietati privilegi, che ancora si godono da due corporazioni in danno del medesimo.

La prima di tali corporazioni è quella dei vetturali, che diconsi carratori, la quale ha il monopolio dei trasporti, togliendo ai negozianti la libertà di farsi servire da quelli nei quali hanno maggior fiducia.

L'altra corporazione è quella dei santelmari (così detti da sant'Elmo, loro patrono), la quale ha egualmente il monopolio dello sbarco e imbarco delle merci, in virtù delle regie patenti 14 luglio 1845.

Nota quindi che questa corporazione, composta di vecchi cadenti militari nella maggior parte, spesso riscuote gli esorbitanti diritti portati dalla tariffa annessa alla detta legge, senza prestare opera alcuna, o con pochissimo o nessun lavoro, giacchè accada che non facciano più che toccare i colli delle mercanzie ; che queste due corporazioni, quasi del tutto estinte nel governo del generale De Asarta, furono poi ravvivate, segnatamente quella dei santelmari, mediante una legge voluminosa, in cui sono concesse alla medesima grosse tariffe ; e l'opera sua, la quale prima era limitata allo sbarco ed imbarco delle merci, fu estesa ai generi e alle derrate d'interna circolazione nell'isola, che provengano o si trasportino per via di mare, e soggiunge altro che è prudenza non ridire ; infine conchiude perchè siano tolti questi privilegi dannosi al commercio.

La vostra Commissione, vedendo che, dove sussistessero gli abusi deferiti, sarebbe necessario provvedervi prestamente, propose di mandare questa seconda parte della petizione al ministro del commercio.

Il relatore, dubitando molto della verità delle principali imputazioni fatte alla detta corporazione dei santelmari, ha

richiesto informazioni, e da quelle che gli furono date da una ragguardevole persona, che già fu membro del Parlamento nella prima Legislatura, essendo stato accertato che la petizione nelle imputazioni era calunniosa, vi propone l'ordine del giorno, in rispetto alla parte della petizione, dove si accusano i santelmari.

PRESIDENTE. La Commissione propone di rinviare una parte di questa petizione al ministro di finanze, quella parte cioè che riguarda alle vessazioni sofferte dal petente nello sbarco di legnami nel porto di Cagliari; sull'altra parte poi il relatore propone l'ordine del giorno.

Pongo ai voti la proposta della Commissione pel rinvio della prima parte di questa petizione al ministro delle finanze.

(La Camera approva.)

ANGIUS, relatore. L'altra conclusione della Commissione è sopra la seconda petizione, relativa alle due corporazioni, una di certi vetturali detti *carratori*, l'altra dei così detti *santelmari*, che fanno servizio nel porto, sbarcando e imbarcando le merci.

Complessivamente sopra l'una e l'altra la Commissione aveva deliberato l'invio al Ministero, e conforme a questa deliberazione fu la mia proposizione.

Però, siccome ho detto, essendomi sorti dei dubbi sopra la verità dell'esposto dal petente, io chiesi informazioni, ed essendo stato accertato che l'esposizione era calunniosa, io credo mio dovere di renderne avvertita la Camera e di domandare su questa petizione l'ordine del giorno.

E per dare forza alla mia asserzione, io leggerò alla Camera due soli brani della risposta che fu data alla mia questione.

In sul bel principio mi si dice che « la petizione contiene un'infame calunnia dove accenna all'influenza che il giudice conservatore di quella corporazione può aver avuto nella promulgazione della legge che riformò gli statuti di essa e ridusse a minimi termini la tariffa dei diritti, al prodotto dei quali esso giudice non partecipa menomamente, godendo bensì di un assegno di lire 500, che s'iscrive nel bilancio annuale approvato dal Governo. »

Quindi soggiunge:

« È falso che si riscuotano diritti esorbitanti, mentre sono più che modici.

« All'uopo basterà il notare che, a compilare l'attuale legge e l'annessa tariffa, concorsero i principali negozianti di Cagliari, e tra essi il barone Rossi, i quali chiesero al Governo la conservazione di una corporazione che presta al commercio molti aiuti ed un servizio celere, e garantisce per qualunque avaria possa occorrere nell'imbarco o nello sbarco delle mercanzie.

« Ora quei negozianti significano assai più del Peyrani, il quale fa un piccolo commercio di tavole e cerchi da botte, e non ha in Cagliari considerazione alcuna. »

Posto che queste notazioni siano verissime, come me ne assicura il carattere della persona informante, devono dunque tenersi come calunniose le imputazioni fatte alla corporazione dei santelmari, e, posto questo, la petizione merita di essere respinta dalla Camera, come io desidero che essa faccia, aderendo alla mia proposta coll'ordine del giorno.

VALERIO LORENZO. Qui si presenta un fatto singolare: il signor relatore è incaricato dalla Commissione di proporre una conclusione, ed egli, sulla relazione d'un semplice individuo, viene a distruggerla, per proporle un'altra sua propria.

Essendo questo perfettamente irregolare, io invito la Ca-

mera a rimandare la petizione alla Commissione, onde prenda una conclusione quale è richiesta dalla giustizia.

ANGIUS, relatore. Io era incaricato dalla Commissione di proporre il rinvio della petizione al ministro delle finanze, e l'ho fatto. Ma, perchè dopo la deliberazione della Commissione ho riconosciuto che l'esposizione del presente, che non credevasi totalmente falsa, era lontanissima dal vero, perchè ho riconosciuto che era calunniosa, però, adempito all'obbligo di relatore della Commissione sulla petizione, ho creduto di non mancare all'ufficio di leale deputato, avvertendo la Camera sulla falsità delle accuse dirette a quella corporazione e sulla insinuazione che implicava una calunnia contro il giudice conservatore.

Il caso è singolare. Io, nella Commissione, ho opinato per il rinvio (*Si ride*), e forse si è deferito alla mia opinione, come di persona che conosceva quella corporazione, e trattandosi di un affare che riguardava Cagliari, mia terra natale.

A dire il vero, io mi ricordava di non aver mai udito a parlare degli abusi che riferiva il petente; ma, temendo che, come si è peggiorato in altre parti, si fosse peggiorato anche in questa, credendo che nessuno avrebbe osato, in una petizione al Parlamento, portar calunnie e insinuazioni maligne, pensai che vi fosse qualche cosa di vero. Rimando dubbioso, domandai a persona che poteva sapere il vero e non poteva dirmi nè più nè meno del vero, e la risposta essendo stata tale quale ebbi l'onore di riferire alla Camera, io proposi che avrei presentato le conclusioni della Commissione, e poi domandato contro le medesime che fosse votato l'ordine del giorno, come ho fatto. La singolarità del fatto che nota il deputato Valerio non è una contraddizione.

SULIS. Io appoggio la proposta del deputato Valerio, perchè il relatore della Commissione non rappresenta più l'io, ma rappresenta la Commissione.

Quando egli ebbe quelle notizie, doveva comunicarle alla Commissione per ottenere da essa il mandato di proporre altre conclusioni.

Quindi, la cosa essendo in questi termini, è necessario che la Commissione si occupi di questi nuovi schiarimenti, ed è per ciò che appoggio la proposta dell'onorevole Valerio.

ANGIUS, relatore. Io rappresento me stesso. (*Risa generati*)

Voci a sinistra. E sempre con quell'io!

ANGIUS, relatore. Io rappresento me stesso, dopo di aver rappresentato la Commissione, e dico quello che penso io, dopo di aver detto ciò che ha deliberato la Commissione. Il deputato Sulis è saltato nell'io metafisico. (*Risa*)

Qualcuno ha detto che avrei dovuto, dopo le informazioni ricevute sulla verità dei fatti, riferirne alla Commissione. Siccome la Commissione, la quale aveva meco deliberato, si era già sciolta, così io non potei farle relazione delle nozioni che mi erano pervenute, e credetti poter fare come avrebbe potuto fare un altro deputato che conosce il vero sulla questione.

La Camera è sopra tutte le Commissioni; se la Camera, dopo aver udito quanto io ho detto (*Oibò*), vuol giudicare secondo la mia proposta, sarò contento del suo giudizio; se vorrà giudicare secondo quella del signor Valerio Lorenzo e del signor Sulis, io mi rassegnerò.

PRESIDENTE. Pongo ai voti la proposta del deputato Valerio, perchè la seconda parte di questa petizione sia rinviata alla Commissione.

(La Camera approva.)

GASTINELLI, relatore. Colla petizione 4176, Antonio Canaveri, cavaliere della Legion d'onore, a nome suo e dei restanti pochi suoi pari, che non ebbero, a sua detta, a transigere giammai col Governo coll'accettazione di altra pensione o decorazione, ricorre alla Camera perchè, compiendo verso loro l'atto stesso di somma equità ed alta politica convenienza, già praticato verso quei militari che erano stati dal cessato Governo francese provveduti d'una vitalizia pensione sullo Stato, provvegga che sieno del pari ricevuti i loro titoli alle pensioni, non stati compresi nella legge del 20 aprile 1850.

Non mi farò ad intrattenere la Camera sulle molteplici osservazioni e ragioni ond'è corredata quella petizione, pe- rocchè copia della medesima essendosi distribuita a tutti i deputati, ciascuno ha potuto per sè conoscerle, esaminarle e ponderarle.

Dirò solo essere la sola corredata dei documenti che giustificano, quanto al petente Antonio Canaveri, essere realmente concorsa in lui, nel febbraio del 1814, la condizione di militare fregiato della croce della Legion d'onore.

La vostra Commissione, partecipando interamente alle dimostrazioni onorevoli verso quei legionari che si manifestarono in seno a questo nazionale Parlamento, nell'occasione che si discuteva appunto la legge del 20 aprile 1850, sebbene per altri riguardi non siasi creduto dover in essa venire gli stessi compresi;

Considerando che queste particolari ragioni per cui si credette di non dover comprendere in quella legge, siccome era desiderio di parecchi fra i membri della Camera, eziandio quei legionari, non sono nè possono essere menomamente di ostacolo perchè il Parlamento ed il Governo prendano in seria considerazione la condizione di questi, i più figli del popolo, che onorarono il valor militare ed illustrarono il nome italiano nei campi di battaglia, a pericolo di lor vita ed a costo di lor sangue e ferite;

Che a noi, eletti dal popolo e mandatari della nazione, è meritamente richiesto non solo di apportare l'espressione dei comuni desiderii, ma di curare eziandio segnatamente gl'interessi di coloro che, usciti da quelle file, concorsero a farlo onorevole in faccia alle straniere nazioni;

Che altronde niun maggiore stimolo a grandi imprese, niuna maggior fiducia, massimamente per l'esercito, di veder riconosciuti e ricompensati i reali meriti del suo valore vi può essere, che quella assicurata dal non veder trasandati i titoli che realmente si acquistarono quandochessia a quella ricognizione e ricompensa i suoi connazionali e compopolani;

Che, mentre in faccia a queste considerazioni di alta politica e di vera convenienza appena reggerebbero le grette riflessioni delle strettezze dell'erario, queste scemano ancora di loro valore a fronte del poco numero di quei restanti legionari e della tenuità di loro pensioni, a fronte della maggior economia che si potrebbe ancora sopportare sulle più laute pensioni e sugli altri più favoriti stipendi;

Che ancora queste pensioni dei legionari erano stabilite sulle rendite di beni ritornati allo Stato, parte di antico demanio, parte di aggiunta allo stesso, su cui o parte di cui, ove avesse massime creduto il Governo poter largheggiare verso manimorte, non si è con ciò lo Stato privato nè potuto privare del diritto di ricorrere all'eccedenza massima di queste largizioni sulla condizione di quelle manimorte, per disimpegnare quegli obblighi di equità, di politica, di convenienza;

Per queste riflessioni, la vostra Commissione unanime vi propone la trasmissione di detta petizione ai ministri di guerra e di finanze, ed il contemporaneo deposito negli archivi della Camera per avervi opportunamente ricorso.

(La Camera approva.)

(Sono pure approvate senza discussione le conclusioni della Commissione sulle seguenti petizioni:)

Petizione 3929. La presente petizione è relativa ad antecedente sotto il numero 3843, anzi è una ripetizione e regolarizzazione della stessa, di cui non si era dovuto tener conto per trovarsi difettosa, a fronte dell'articolo unico del regolamento suppletivo circa le petizioni, votato nella tornata del 22 aprile 1850. Pietro Oneto si lagna alla Camera che, sotto il pretesto di opera pubblica, siasi voluto ricoprire una usurpazione che Giovanni Oneto fece sulla pubblica strada comunale di San Colombano (provincia di Chiavari), e che sia riuscito al sindaco del luogo, cugino dell'usurpatore, di indurre il Consiglio comunale a chiedere che fosse dichiarata e decretata opera pubblica la divergenza di quella strada, onde lasciar sussistere quell'indebito avanzamento sulla medesima, mercè la fabbrica costruitavi dal Giovanni Oneto; conseguenza del decreto che dichiarò di pubblica utilità quell'opera essere l'espropriazione forzata di parte di fondo dell'esponente. Che però essendo il decreto, così orre- pito e surrepito, emanato dal solo potere esecutivo, dovesse aversi di niuna efficacia, a tenore degli articoli 2 e 3 dello Statuto, combinato coll'articolo 441 del Codice civile, pro- voca perciò dalla Camera le opportune provvidenze, di con- certo col Ministero, perchè sia guarentita l'altrui proprietà contro le indebite usurpazioni e contro quell'orrettizio e sor- rettizio, ed altronde, a senso del petente, inefficace decreto.

La vostra Commissione, considerando che il disposto del primo alinea dell'articolo 441 non induce che la provvisione sovrana, di cui è cenno nello stesso, debba emanar piuttosto per legge che per regio decreto, e che questo, anzichè quel mezzo, sarebbe più consentaneo allo spirito del Codice ed alla natura e condizione delle cose; che non sarebbersi con- seguentemente col decreto querelato violate le attribuzioni del potere legislativo;

Senza dissimulare a se stessa che i risultamenti dal tipo annessi alla petizione parrebbero appoggiare l'allegazione di un utile privato tentatosi all'appoggio di un pretesto di pub- blico vantaggio;

Che tuttavia non parrebbe tale utile essere tornato, nè tornare a danno effettivo del petente, rilevandosi dal tipo annesso alla petizione che quanto lo stesso perderebbe di un suo fondo dall'uno dei lati della nuova strada, verrebbe approssimativamente ad acquistarne dall'altro lato sottratto all'antica strada ad altro suo fondo ivi esistente;

Che non parrebbe, dietro a ciò, scevra totalmente di emu- lazione la petizione stessa;

Che in ogni caso non sarebbe ufficio della Camera di prov- vedere su quei richiami, vi propone sulla petizione stessa l'ordine del giorno.

Colla petizione 2269 Pietro Vacca sollecita la Camera per la riduzione delle pensioni esuberanti, e per il miglior essere dei giudici di mandamento.

Poichè coll'adozione dei principii contenuti nel progetto di legge Demarchi, da questa Camera votato, si è già a quella prima parte della petizione provveduto, e si aspetta di provvedere alla seconda nella legge organatrice del sistema giudiziario, non contenendo essa petizione alcuno speciale suggerimento al proposito, vi si propone l'ordine del giorno sulla stessa.

Colla petizione 2289 G. B. Alassio propone che, per ovviare alla scarsità finanziaria, si facciano battere diverse monete da centesimi 50 a lire 2 pel valore di milioni 180, con un intrinseco minore di due terzi, si ritirino dal corso le monete esistenti da centesimi 25 a lire 2, si renda obbligatorio il ricevimento delle nuove monete per parte degli esattori, smaltitori di generi di privativa demaniale, si stabilisca infine un numero d'anni per ritirarle di nuovo dal corso.

La vostra Commissione, lodando la buona intenzione del petente e disapprovando i mezzi proposti per metterla ad effetto, vi propone sulla petizione l'ordine del giorno.

Colla petizione 2266, Angelo Maria Maretta, genovese, propone alcune modificazioni rapporto agli uffici delle intendenze dello Stato.

La vostra Commissione vi propone la trasmissione della petizione al ministro degli interni, ed il contemporaneo deposito della stessa negli archivi della Camera per avervi a tempo l'opportuno riguardo.

Colla petizione 2296, Calisani Pietro, da Spigno, propone:

1° Che sieno stipendiati i segretari della giudicatura di mandamento;

2° Che il ministro degli interni curi l'aumento dello stipendio dei segretari comunali;

3° Che sia ridotto il prezzo del porto d'armi, e s'invigili ad un tempo sull'abuso della caccia;

4° Che s'inculchi energicamente ai sindaci l'istruzione della guardia nazionale;

5° Che i prodotti, che si appropriano dai cantonieri lungo le ripe degli stradali, cadano a compenso dei proprietari.

La sesta proposta, siccome ingiuriosa ad alcuni membri della Camera, non merita l'onore di venirvi riferita.

La vostra Commissione, considerando che le altre cinque proposte, sebbene meritevoli di commendazione, non somministrano maggiori lumi, nè nell'interesse del Governo, nè in quello del Parlamento, e che coll'enunciazione delle stesse si è soddisfatto ai voti del petente, vi propone l'ordine del giorno.

Colla petizione 2340, certi Zucca Porta Domenico e Lebolo Giuseppe, allegando di esercire, l'uno da oltre 45, e l'altro da circa 25 anni, esclusivamente l'osteria in Quagliuzzo (provincia d'Ivrea), senza il menomo lagna per parte delle autorità civili che ecclesiastiche, ed essere ultimamente venuto in capo a certa Marta Presbinto, di età avanzata e sfornita di ogni modo di cognizioni, di aprire, a ciò autorizzata dall'Pinesperto sindaco, una terza osteria in un luogo che conta solo 500 anime, la quale ella farebbe esercire da un già suo genero, poi vedovo ed ora passato a nuove nozze, contro il qual fatto sarebbero già invano rivolti i petenti all'ufficio della regia generale intendenza; aggiuntovi che terrebbero in essa osteria giuochi proibiti, con iscapito della pubblica morale, ricorrono alla Camera, acciò, previe quelle segrete informazioni che crederà del caso di assumere, ordini la soppressione di detta nuova osteria.

La vostra Commissione, ritenendo che, se è debito del Parlamento di provvedere con apposite generali leggi alla tutela della morale e sicurezza pubblica, è poi aperto l'adito ad ogni cittadino, di sollecitare nelle vie legali presso il potere esecutivo l'osservanza delle medesime, denunziandone la violazione, presumendo altronde meritamente che nel concreto caso la sollecitudine apparente dell'utile pubblico faccia velo a mira di privata speculazione, ed osservando

che, mentre si tende a sradicare ogni maniera di privilegio, sarebbe incongruente di proteggerne il concetto in quella classe d'industria, vi propone l'ordine del giorno.

Colla petizione 2261, il Lorenzo Mulfedo, lamentando che, per difetto di legge sulla responsabilità ministeriale, rimanga illusorio sin qui l'articolo 67 dello Statuto, e che i diversi ministri succedutisi non abbiano creduto dover presentare a tale oggetto alcun progetto, eccita i rappresentanti della nazione a far uso della facoltà iniziativa loro competente, onde cessar l'attuale stato di cose.

Coll'enunciazione della proposta essendosi adempito allo scopo della medesima, la Commissione vi propone di passare all'ordine del giorno.

La petizione 2123, sottoscritta *Ascanio Molino, medico*, contiene una serie d'imputazioni contro uno degli impiegati contemplati nel bilancio della Camera.

La petizione 2171, sottoscritta da molti altri impiegati contemplati nello stesso bilancio, è una protesta contro la petizione precedente, che vi si qualifica siccome calunniosa e pseudonima.

La Commissione, essendosi procurate specifiche informazioni in proposito, non ha potuto a meno di concorrere nell'opinione esternata nella seconda di dette petizioni; cosicchè, non rimanendo luogo a provvedere sulla prima, vi propone sovra entrambe l'ordine del giorno.

Colla petizione 2258, P. C. Bisio eccita il Governo a non dormire frammezzo alle mene dei partiti estremi congiurati a danno delle libere nostre istituzioni.

Speranzosa la Commissione che il Governo nè dorma, nè sia per dormire frammezzo ad alcuna maniera di partito nemico della libertà e dell'ordine, vi propone sulla sua petizione l'ordine del giorno.

Roncati Giacomo, allegando 57 anni di servizio, cioè 27 come militare e 25 come serviente presso il Ministero di Sardegna, e, soppresso quello, presso il Ministero degli interni, essendo stato giubilato col primo novembre 1849, chiede venir soddisfatto di lire 40 per servizio dal primo luglio a tutto ottobre 1848, e di lire 200, valore del vestito che non avrebbe percepito, del diritto delle candele per mesi quattro e di tutte le mancie di brevazione, state incassate dal signor intendente del regio economato di Sardegna.

Ad appoggio di sua domanda, aggiunge aver nel dicembre 1848 sporto ricorso al ministro degli interni per tal oggetto, avere il sullodato signor ministro date tutte le disposizioni necessarie, ma non aver finora il signor intendente del regio economato provvisto in proposito.

La vostra Commissione, facendo caso delle esposte circostanze, vi propone mandarsi la petizione al Ministero degli interni, per quei riguardi che saranno in linea di giustizia dovuti.

Colla petizione 2324, Brigida Calvi, moglie di Serafino Sclavi, di Monteveroso, parrocchia di Canetto, provincia di Voghera, rappresenta essere essa ed i suoi autori, da tempo immemorabile, nel quasi possesso di tener un piccolo banco nell'oratorio di San Siro in detto luogo, che, divenuto quel banco per vetustà inservibile, mentre pensava a sostituirvene altro, ne venne, sull'eccitamento del parroco, impedita dai terrazzani.

Ricorre alla Camera perchè inviti il Governo a contenere il parroco nei limiti delle sue attribuzioni.

La vostra Commissione, considerando essere alla petente aperta la via dei giudizi, ove ragionevolmente si creda fondata nel suo quasi possesso, e turbata in qualsiasi guisa e

per opera di qualsiasi persona nello stesso, vi propone su detta petizione l'ordine del giorno.

Petizione 1387. Vella Francesco deplora il monopolio dei causidici, la cui esclusiva opera è per legge richiesta presso i tribunali di prima cognizione ed i magistrati d'appello nei giudizi civili, col che, a detta del petente, si privilegia una casta e si menoma la libertà della difesa dei cittadini.

Pone a raffronto l'innumerevole turba degli avvocati che, dopo lunga e costosa carriera, stentano la più parte a lucrare dalla loro professione un odorevole sostentamento, e sono costretti ad affollarsi d'intorno agli impieghi, laddove non è sempre, ed anzi rade volte, la preferenza concessa al vero merito. Propone ad un tempo di scemare quel monopolio e di utilizzare questi laureati, esigendo questo corso di studi e questa laurea per le professioni di causidico e di notaio, e rendendo facoltativa la prima di quelle professioni in ciascun laureato in legge.

La vostra Commissione, considerando a traverso le esagerazioni del petente poter esser luogo ad alcuna utile riforma onde vieppiù tutelare gli interessi e la difesa dei cittadini in simile sorta di giudizi, anche rimpetto a coloro cui sia demandata la stessa difesa;

Considerando che tal riforma potrà avere opportuna sede nelle leggi organatrici del sistema giudiziario e del civile procedimento;

Considerando non essere altronde scevra d'inconvenienti la generica misura proposta dal petente, vi propone sulla petizione stessa l'ordine del giorno.

Petizione 2291. Mars Eugenio, presa occasione dall'arresto di certo Sacchi Emanuele, già impiegato nelle gabelle accensate, sotto l'accusa di falso occorso in un verbale di contravvenzione dal medesimo sottoscritto, lamenta la condizione delle carceri di questa città, censura segnatamente il direttore in quel tempo delle stesse di aver respinti siccome immorali alcuni libri, a detta del petente, moralissimi, con che il medesimo tendeva a tener occupata e sollevata perciò la mente dell'arrestato; osserva esser invece l'ozio fomite nelle stesse carceri di maggior perversità dei detenuti, alla quale darebbe ansa la comunicazione degli stessi tra di loro; insiste per l'introduzione nello Stato del sistema cellulare onde andar al riparo degli inconvenienti di quella comunicazione, a procurar quanto meno di tener intanto utilmente occupati i detenuti stessi ed a proporre alla direzione delle stesse carceri persone la cui capacità sia una garanzia del miglioramento sperabile di quella maniera d'individui.

La vostra Commissione, non dubitando della sollecitudine del Governo in questa parte che tanto interessa l'umanità e la pubblica moralità, credendo altronde esaurito lo scopo del petente col fattovi rapporto di quella petizione, la quale ancora non avrebbe nel rimanente dei particolari tutti, pel trascorso del tempo, altra opportunità, vi propone sulla stessa l'ordine del giorno.

Petizione 2300. Raffaella Pinna Bertolinis, di Sassari, espone che, abbandonata dal suo marito, il quale ebbe a dissiparle quanto aveva di più prezioso, non sperava altro appoggio nelle sue strettezze e di un piccolo fratello zoppo e paralitico, che nell'industria personale d'un altro suo fratello ultimo, Pietro Gavino Salvona Bertolinis.

Esser perciò ricorso per ottenere il congedo dal servizio militare in prima al comandante di Cagliari, indi al colonnello del reggimento, per due volte al signor commissario La Marmora, dappoi al ministro di guerra, e ultimamente al ministro di grazia e giustizia.

Riusciti vani tutti tali ricorsi, si rivolge, col certificato del sindaco e rettore attestanti la sua povertà, alla Camera, perchè voglia interporre a tale oggetto i suoi uffici presso il Ministero.

La vostra Commissione, compassionando lo stato della petente, crede tuttavia dovervi su quella petizione proporre l'ordine del giorno.

DEMARIA, relatore. Petizione 4040. Parecchi negozianti nazionali, residenti a Costantinopoli, comunicano un loro ricorso sporto al Ministero degli esteri in data del 21 giugno 1851, con preghiera alla Camera di appoggiarne il contenuto.

Quel ricorso aveva per oggetto di impedire che venissero aboliti i diritti differenziali di navigazione tra noi e la Grecia.

La Commissione, considerando che questa domanda mancherebbe in oggi di opportunità, e che d'altronde il trattato colla Grecia, oltre ad essere la conseguenza d'un sistema, presenta corrispettivi per la generalità dello Stato, vi propone di passare all'ordine del giorno.

(La Camera approva.)

(Sono pure approvate senza discussione le conclusioni della Commissione sulle petizioni seguenti sino alla 4144.)

Petizione 4172. Antonio Moietta, settuagenario, già iscritto per trent'anni al corpo dei volontari di Torino, si trova in somme angustie, e chiede alla Camera un sussidio.

Per ragioni che è inutile ripetere, la Commissione vi propone l'ordine del giorno.

Petizione 4174. Girolamo Borni deplora in questa petizione lo stato della Sardegna e fa varie proposte per portarvi rimedio.

Non essendovi alcuna indicazione di provvedimenti, di cui non sia già evidente la necessità, od attuata la pratica, la Commissione propone l'ordine del giorno.

Petizione 4153. Andrea Roncalli ed altri cinque rappresentanti l'arte dei pizzicagnoli di Genova lamentano i difetti della legge sulla tassa delle professioni, indicano la inapplicabilità di alcuni articoli e domandano che dal pagamento di essa siano esonerati tutti quei negozianti che non hanno un reddito netto superiore alle 5000 lire.

La legge sulla tassa del commercio e delle professioni sanzionata dai tre poteri dello Stato non potendo venire sospesa nella sua applicazione, la Commissione vi proporrebbe l'ordine del giorno.

Petizioni 4020, 4021. I municipi di Pigna e di Castelfranco espongono che, malgrado il disposto del regio editto del 19 aprile 1816, articolo 2, che obbligava il giudice di Dolceacqua a tenere una settimanale udienza a Pigna, gli abitanti di questa terra e di Castelfranco sono obbligati a percorrere, con gravi spese e disagi, i primi 15 ed i secondi 25 chilometri per recarsi all'estremità del mandamento, a Dolceacqua, per ottenervi giustizia.

Accennano quei di Pigna in particolare com'essi abbiano sempre posseduto un tribunale locale sino al 1816, come nel 1818 siano stati privati dei privilegi del contado di Nizza, conservandone però i gravi balzelli, sebbene Pigna sia sempre stata compresa in tale contado.

Onde i petenti, che porsero già invano i loro richiami al Governo, chiedono o che si obblighi il giudice di Dolceacqua ad osservare il disposto del succennato editto del 1816, oppure sia trasferito il capoluogo del mandamento ad Isola Buona, luogo centrale assai più di Dolceacqua, che è alla periferia.

La Commissione, osservando che, se il disposto della legge

del 1816 citata dai petenti è inosservato, corre al Governo il debito di provvedere a che sia eseguito, e potendo nella circoscrizione mandamentale a cui si lavora porgere utili nozioni la petizione dei municipi di Pigna e Castelfranco, ve ne propone il rinvio al signor guardasigilli per le opportune disposizioni.

Il Consiglio comunale di Santo Stefano Roero colla petizione 4006 rappresenta che ebbe invano ricorso all'intendenza provinciale di Alba fin dal 1845 ed all'intendenza generale di Cuneo nel 1849 per ottenere rattivata una vecchia pratica relativa alla sistemazione ed apertura di due diverse strade di comunicazione colla provinciale tra Alba e Poirino, una verso Canale, l'altra verso Montà. A tale uopo il comune di Santo Stefano ebbe già a pagare, senz'alcun utile suo, la e gregia somma di poco meno di 11,000 lire, e tiene in serbo ed infruttuoso un fondo di lire 2600. Chiedono quindi i petenti che la suddetta pratica, iniziata fin dal 1844, sia rianimata.

La Commissione, credendo che a ragione i petenti bramino che sia condotta a compimento una via di comunicazione che loro già cagionò considerevole spesa senza alcun frutto, vi propone il rinvio all'onorevole ministro dell'interno.

Petizione 4018. È questa petizione data dal causidico Filippo Caretto, il quale narra come da nove anni egli copra la carica, alla quale fu chiamato con sovrani provvedimenti, di sotto-segretario del magistrato d'appello in Nizza col solo assegnamento provvisorio accordatogli nell'aprile del 1849 di lire 1000. Rappresenta l'insufficienza di tale stipendio, e chiede che nel bilancio sia portato alla somma che parrà più adatta alle gravi occupazioni per le quali è corrisposto.

Non risultando che il petente si sia rivolto al dicastero competente, il quale solo possiede gli elementi di giusta stima dei diritti del medesimo, la Commissione vi propone l'ordine del giorno.

Petizione 4149. Prato Bartolommeo, già cannoniere guardamagazzini, dicendosi gravemente danneggiato dal carcere sofferto per 13 mesi per imputazione di contravvenzione alle leggi doganali, per la quale vennegli inibita molestia con sentenza dell'aprile 1848, domanda alla Camera od un sussidio od una raccomandazione al ministro dell'interno per venire impiegato.

La Commissione vi propone l'ordine del giorno, poichè nè la Camera assume di raccomandare, nè sarebbero d'altronde a tale scopo adatti i titoli allegati dal petente.

Petizione 4148. Il medico Francesco Pizzurra espone che nella votazione seguita per la nomina dell'agente contabile e depositario del Monte granatico di Sant'Antioco essendo riusciti pari i suffragi per due candidati, il presidente dichiarò di avere votato per uno dei due, suo genero, e così procurò a questo la preponderanza che dà la legge al voto del presidente. Il petente ricorre al Parlamento onde averne quelle dilucidazioni che invano richiese al Ministero; prega quindi la Camera a dichiarare: 1° se la preponderanza che dà la legge al voto del presidente possa essere valida in votazioni segrete; 2° se un suocero possa votare per conferire un pubblico impiego ad un genero; 3° se possa sopra un contabile legato per stretta parentela con membri della Commissione esercitare questa il sindacato che le affida la legge.

La Commissione, non scorgendo nell'esposto della petizione violata alcuna disposizione della legge, vi propone l'ordine del giorno.

Petizione 4146. Manca di requisiti voluti dal regolamento, e non è d'altronde che una domanda d'impiego.

Petizione 4140. Sotto questo numero sono due petizioni: una sporta da 15 abitanti della parrocchia di Montemaggia, comune di Borzonasca; e l'altra da 20 di quella della Foce, comune di Mezzanego. Deplorano essi i gravi danni risultanti per le frazioni di comuni dall'applicazione dell'articolo 4 della legge comunale, le quali tentano di evitare per le loro parrocchie con un giudiziale procedimento, portato ora avanti il magistrato d'appello di Genova. Chiedono che, prima di tale giudizio, emani una interpretazione legislativa del suddetto articolo.

La Commissione non crede che possa la Camera intervenire menomamente nelle decisioni dei magistrati. Siccome però nelle petizioni sono indicati sconcerati derivanti da un articolo dell'attuale legge comunale, che si dovrà procurare di prevenire quando questa venga a discussione, vi propone il deposito di esse agli archivi per avervi ricorso a tempo opportuno.

Petizione 4142. Questo numero segna la lettera di accompagnamento con cui Antonio Grande, operaio di Caramagna, inviava al presidente della Camera un certo numero di copie di un suo scritto sopra un forno portatile o da campagna da lui ideato, e chiedeva l'appoggio del Parlamento presso il Ministero per la nomina di una Commissione incaricata di esaminare il suo trovato.

La Commissione, persuasa che il Ministero, a cui il petente si è senza dubbio contemporaneamente rivolto, terrà nel debito conto la proposta del detto Grande, vi propone l'ordine del giorno.

Petizione 4139. Rita Spanu, vedova, di Cagliari, espone che, dopo di aver goduta per 20 anni la pensione già accordata al suo marito quale padre di dodicesima prole, veniva ora ammonita che una tale pensione stava per cessare, perchè quella prole non tutta a lei apparteneva. Fondandosi sullo scopo del sussidio accordato dalla legge, che è il sostentamento della numerosa prole, la quale rimane tuttavia a di lei carico, e sul godimento ventenne, invoca l'appoggio della Camera perchè la pensione anzidetta non le sia tolta.

Non vedendo la Commissione violata alcuna legge o discosciuto legittimo diritto riguardo alla petente, non può che proporvi l'ordine del giorno.

Petizione 4137. Gerolamo Borni si lagna in questa petizione del ritardo messo a dare pubblicità nel foglio ufficiale alle nomine che si vanno facendo nei vari dicasteri, e prega la Camera ad invitare il Ministero a maggiore celerità a tale riguardo.

La Commissione, per le ragioni che determinarono il rinvio di analoghe petizioni, vi propone l'invio al Consiglio dei ministri.

Petizione 4127. Giuseppe Savino, di Caluso, rappresenta come il suo primogenito, unico sostegno di sua famiglia, perdette la vista mentre trovavasi sotto le armi per ottalmia contratta nel servizio. Chiede che tale malattia sia annoverata tra quelle che danno diritto a giubilazione, epperò a questa sia ammesso il proprio figlio.

La recente legge sulle pensioni militari avendo provveduto in proposito, e non risultando che il petente si sia rivolto al dicastero competente ad esaurire, se, giusta la sua domanda, la Commissione vi propone l'ordine del giorno.

Petizione 4177. Ponzone Luigi, di Truffarello, rappresenta che, entrato al servizio imperiale nel 1813, venne nell'anno stesso ferito gravemente in cinque luoghi alla battaglia di Lipsia; e, rientrato in patria, ebbe nel 1814 dal ristorato Governo regio l'annuo assegnamento di lire 67, il quale, essendo inferiore a quello accordato ad altri in simili circo-

stanze ed insufficiente ai bisogni della sua avanzata età, il petente domanda un aumento.

Disposizioni legislative avendo regolato quanto riguarda il petente, nè constando d'infrazione di esse a di lui riguardo, la Commissione propone l'ordine del giorno.

Petizione 4173. Trentasei abitanti di Torre accagionano d'ingiusta, immorale ed impolitica la tassa sui cani, imposta con manifesto del sindaco di quel luogo; ingiusta, perchè, limitata al concentrico del comune, esclude dal pagamento le famiglie dimoranti fuori di esso, e non tiene conto dell'imposta già pagata dai cacciatori; immorale, perchè produce discordia, ed obbliga proprietari coscienziosi a vendite simulate; impolitica, perchè disanima la gioventù dal tanto utile esercizio della caccia, e scema l'amore alle libere istituzioni. Perciò chiedono che la Camera prenda in considerazione i loro richiami, e trasmetta, ove d'uopo, i medesimi all'onorevole ministro dell'interno per avervi ricorso nella discussione di una nuova legge di amministrazione provinciale e comunale.

La Commissione, non trovando nelle cose esposte alcuna prova che sia stata la vegliante legge violata, non crede necessaria alcuna trasmissione all'onorevole ministro dell'interno, al quale i petenti hanno liberissimo ricorso; perciò la Commissione vi propone l'ordine del giorno.

Petizioni 4170, 4171. Queste due petizioni hanno il medesimo scopo. Colla seconda 37 sindaci di varie terre del Canavese e colla prima i membri del comitato della città d'Ivrea stabilitosi per concorrere all'apertura della ferrovia tra Torino e Novara espongono le ragioni per le quali è da preferire, come più economica, e più probabilmente proficua, la direzione per il territorio di Mazzè, anzichè quella di Salluggia, della via ferrata progettata. Accennano alla maggiore solidità del terreno, alle meno importanti opere di arte, alla non eccedente lunghezza, alla più grande solidità del ponte sulla Dora da costruirsi verso Mazzè, alla estensione più ragguardevole di centri popolosi cui gioverebbe la linea che essi invocano preferita. Chiedono perciò che ad essa la Camera accordi la preferenza.

La Commissione, senza pronunziare sul merito un giudizio per il quale non ha nè i necessari elementi nè competenza, crede meritevoli di studio le proposte dei petenti, epperò ve ne propone il rinvio all'onorevole ministro dei lavori pubblici ed il deposito nell'archivio della Camera, per avervi ricorso quando verrà in discussione la legge relativa.

Petizione 4122. Carlo Gatti, di Casorzo, espone i vantaggi che arrecherebbe lo stabilimento di una compagnia di assicurazione contro i danni della grandine; lamenta che finora non abbia il Governo assunta esso stesso la cura di ordinare un'associazione che, mediante modica contribuzione, ne tenga luogo; e, quale azionista e sotto-direttore della *Solidaria*, compagnia francese di assicurazione contro l'incendio di mobili e case, la grandine e la leva militare, domanda che, ove il Governo non prenda esso stesso la cura di assicurare mercè una tassa relativa contro i danni suaccennati, la Camera voglia autorizzare la sovradetta società francese, la *Solidaria*.

La Commissione, osservando come non manchi il nostro paese di compagnie di assicurazioni contro i danni della grandine, e la facoltà di stabilirne delle nuove debbasi ottenere con relativo ricorso al potere esecutivo, a norma anche della legge che verrà ben presto in discussione, vi propone l'ordine del giorno.

Petizione 4144. Pietro Arduino e Lorenzo Podestà, consoli, e vari membri dell'arte dei calzolari della città di Al-

benga, rappresentano che un regio decreto ha recentemente conservato il governo delle opere di beneficenza della loro società agli amministratori delle opere pie della città di Albenga, governo che dicono tolto loro ingiustamente fino dal 1807. Narrano come intenzione dei fondatori fosse che i redditi dell'associazione loro venissero da essa stessa amministrati e nei modi dai testamenti determinati. Lamentano perciò i petenti che dei proventi della detta associazione disponga chi non vi ha diritto e non adempia a tutti i legati nella misura voluta particolarmente, non mantenendo uno spedale speciale per l'arte dei calzolari, e non accordando le doti portate dai testamenti che le fondarono nel numero e nella quantità da questi stabilita; chiedono quindi rimedio ai mali indicati.

La Commissione vi propone l'ordine del giorno sulla parte della petizione che vorrebbe ritolta all'amministrazione delle opere pie di Albenga il governo dei redditi dell'associazione dei mastri calzolari di quella città, governo che è nelle attribuzioni del potere esecutivo di mutare, allorchè lo richiedono speciali gravi considerazioni.

Ma riconoscendo la Commissione che, ove i legati dei fondatori dell'associazione predetta non avessero adempimento, cosa di cui non può giudicare la Commissione, correrebbe obbligo al Governo di provvedervi, vi propone per tale suo scopo il rinvio al ministro dell'interno.

BIANCHERI. Dalla relazione testè letta sembrerebbe che, per quanto concerne l'ordine del giorno proposto dalla Commissione nella parte della petizione che riflette l'amministrazione delle opere pie di cui si tratta, la medesima abbia inteso fondarsi su che il potere esecutivo possa variare il corpo morale a cui per legge stabilita nei titoli di fondazione sia devoluta l'amministrazione dei beni spettanti all'opera pia. Io penso che questa massima non possa assolutamente prevalere; e credo anzi che essa sia contraria alle leggi in vigore sulle opere pie, poichè queste leggi prescrivono che il Governo debba vegliare attentamente all'esatto adempimento delle volontà espresse dai fondatori. Ora i petenti richiamano appunto l'adempimento di quanto risulta dai titoli di fondazione.

Pare quindi a me che la petizione di cui si tratta debba rimandarsi al signor ministro dell'interno non tanto per la parte che riflette i redditi dell'opera medesima, ma anche per quella che concerne l'amministrazione de'suoi beni; in quanto che, se risulterà al signor ministro che dai titoli di fondazione quest'amministrazione sia dovuta piuttosto ad un corpo che ad un altro, egli, richiamando l'esecuzione delle relative disposizioni testamentarie, dovrà provvedere in conformità della legge.

Io faccio quindi istanza acciò la petizione dei calzolari di Albenga sia rimandata al signor ministro tanto per la prima che per la seconda parte.

PERNATI, ministro dell'interno. Io debbo oppormi alla proposta dell'onorevole preopinante dal lato della legalità del provvedimento che egli sembra mettere in dubbio. Io credo che la Camera ha già riconosciuto che il Governo ha il diritto di togliere ad una speciale amministrazione il management di un'opera pia, quando per gravi motivi lo creda conveniente. Questo principio, il quale era già sancito e praticato prima dell'era costituzionale, penso non abbia sofferto menomamente dalla promulgazione dello Statuto stesso. Tanto è vero che per l'opera di San Paolo, dopo una luminosa discussione che seguì nel Senato, si riconobbe nel Governo questo diritto. Io credo quindi che non sia in occasione di una petizione che si possa risolvere una tale questione, mo-

tivo per cui non posso accettare la proposta dell'onorevole preopinante, in quanto che toglierebbe al Governo una prerogativa cui non intendo rinunciare.

BIANCHERI. Debbo far osservare all'onorevole signor ministro dell'interno che, appunto perchè senza gravissimi motivi il potere esecutivo non può arbitrarsi di variare l'amministrazione attribuita ad un corpo morale nella sua fondazione, la mia proposta apparisce evidentemente fondata, in quanto che nel caso concreto non risulta che concorrano queste gravi circostanze per cui convenga e sia lecito di variare il modo di amministrazione stabilito dai fondatori.

D'altronde da quanto pare non è mai intervenuto verun decreto governativo che abbia provveduto in merito alla questione, stante che le opere pie di cui si tratta furono riunite e sottoposte ad una sola amministrazione sotto il Governo francese per legge generale di quei tempi.

Vede quindi il signor ministro che il caso è tutt'affatto diverso da quanto egli accennava riguardo alla compagnia di San Paolo e ad altri pochi stabilimenti la di cui amministrazione, per ragioni specialissime, venne sottoposta a mutamento.

Ma siccome pel fatto attuale la Camera non può ammettere che effettivamente vi concorrano le medesime circostanze, così il rinvio da me proposto non può essere respinto, avvertendo che, se il signor ministro, dopo di avere preso cognizione della pratica e delle ragioni esposte dai petenti, rinvenisse motivi così gravi da dover cambiare il modo di amministrazione stabilito dalle tavole di fondazione, in questo solo caso darà le disposizioni che crederà più opportune.

PERNATI, ministro dell'interno. Risponderò una sola parola all'onorevole preopinante.

Se egli intende di contestare, come mi era sembrato da principio, al Governo la potestà di cambiare il corpo di amministrazione, io mi oppongo al rinvio; ma se egli non la contesta, io non ho nessuna difficoltà ad accettarlo.

BIANCHERI. Io non ho mai inteso di contestare questo diritto.

DEMARIA, relatore. La Commissione ha preso le conclusioni che ebbi l'onore di annunciare, perchè appunto dal contenuto della petizione pareva contestato al Governo il diritto di portare mutamento nelle amministrazioni.

Siccome dai documenti annessi alla petizione non risulta che i testatori abbiano mai inteso di legare indissolubilmente l'amministrazione di quell'opera pia alla compagnia dei calzoi di Albenga; siccome il decreto del 1807, che unì l'amministrazione di quest'opera pia a quella delle altre, ebbe forza fino al 1850; siccome inoltre da quell'epoca in poi si fecero molti reclami seguiti da risposte negative, le quali suppongono l'esame delle cause che avevano indotto a dare l'amministrazione di questa opera pia a quella delle altre, la Commissione ha dovuto conchiuderne che il Governo aveva mantenuto all'amministrazione delle opere pie quella pure dell'opera pia dei calzoi per quelle stesse giuste ragioni che avevano indotto il Governo francese a toglierla nel 1810.

Vedendo però come l'onorevole Biancheri non contesta il principio che la Commissione ebbe in mente di tutelare colle sue conclusioni, se il signor ministro accetta il rinvio quale venne proposto dal deputato Biancheri, la Commissione non crede doversi opporre.

PRESIDENTE. Chi intende approvare le conclusioni della Commissione emendate nella conformità esposta dal deputato Biancheri è pregato di alzarsi.

(La Camera approva.)

Petizione 4130. Maddalena Gay, vedova di Luigi Morera,

già ufficiale nel reggimento di Savoia, compromesso nel 1821 e morto nel 1844, chiede alla Camera che sia eccitato il signor ministro della guerra ad accordarle la pensione fissata dalla legge alla vedova di un capitano, grado che la presente sostiene sarebbe quello di suo marito, se fosse vissuto fino al presente.

La Commissione, non vedendo alcuna violazione di legge nelle determinazioni ministeriali contro le quali fa richiami la petente, vi propone l'ordine del giorno.

(La Camera approva.)

Petizione 4129. Il cavaliere Giovanni Cattaneo rappresenta che, dimesso per la parte presa agli avvenimenti del 1821 dalla carica d'ispettore di boschi e selve, non ebbe sino al 1848 che una pensione alimentare di lire 600, che venne poi convertita in quella di lire 1500, sebbene la Commissione istituita per eseguire il decreto del 14 ottobre 1848 l'avesse liquidata in lire 1827. Egli domanda perciò e gli arretrati di tale pensione e l'aumento di lire 527 all'anno.

La Commissione, non vedendo nel decreto citato dal petente consacrato alcun diritto agli arretrati di una pensione che prima non era goduta, nè constandogli che la liquidazione di cui si lagna il petente e la fissazione successiva di una pensione abbiano per parte sua dato luogo a richiamo al dicastero a cui avrebbe dovuto rivolgersi per presentargli le sue osservazioni, vi propone l'ordine del giorno.

(La Camera approva.)

BRONZINI-ZAPPELLONI, relatore. Petizione 4019. Angela Annetta Falloniz e Felice consorti Poggio ricorrono alla Camera per ottenere: la prima, che le sia concesso un banco di sale e tabacco, ovvero un equo vitalizio assegnamento a prelevarsi sulla cassa delle private pensioni riservata alla maestà del Re per servizi prestati allo Stato; il secondo, già segretario di mandamento, destituito dall'impiego il 25 aprile 1851, per essere provveduto di qualche onorevole e vantaggioso impiego.

La vostra Commissione, ritenuto che le molte carte annesse a questa petizione mostrano piuttosto l'instancabilità di questi coniugi nel promuovere domande di pensioni o pecuniari vantaggi, anzichè un diritto ad ottenerli, e che per altra parte non è ufficio della Camera il sollecitare favori a pro di privati individui, vi propone di passare all'ordine del giorno.

(La Camera approva.)

(Sono pure approvate senza opposizione le conclusioni della Commissione nelle petizioni seguenti.)

Petizione 4203. Luigi Speirani, di Gravellona, maestro di scherma in Torino, esposto come, essendo nel 1821 arruolato al reggimento dei cavalleggeri di Piemonte, sia stato privato della sua anzianità nella promozione dei bass'ufficiali per avere seguito la parte costituzionale, motivo per cui, passato nel 1834 alla reale Casa d'Asti coll'annua paga di lire 189 qual caporale di cavalleria, abbia di poi ottenuto la giubilazione a casa sua col trattamento di lire 151, oltre il vestiario, credendo avere diritto ad un aumento di pensione, ricorre alla Camera acciò voglia dare gli opportuni provvedimenti in proposito.

Spettando al Ministero della guerra il provvedere sopra la domanda del petente, e non risultando che questi siavi peranco a tale oggetto diretto, la Commissione vi propone di passare all'ordine del giorno.

Petizione 4182. Alessandro Torielli, di Cassine, provincia di Alessandria, d'età quinquagenario e vedovo, vedutosi orfano dell'unico suo figlio, soldato d'artiglieria, morto sul campo di battaglia nell'anno 1848, ricorre al ministro della guerra per ottenere una pensione vitalizia a termini degli

articoli 27 e 32 della legge sulle pensioni militari del 27 giugno 1850.

Tale ricorso fu depellito dal ministro, il quale con dispaccio del 20 ottobre 1851 rescriveva al sindaco di Cassine come non potesse il Torielli aspirare alla pensione dacchè il di lui figlio, avendo lasciato la carriera scolastica quando assunse il servizio militare, non poteva essere di alcun sostegno alla famiglia, ed inoltre perchè il ricorrente possedesse un patrimonio più che sufficiente al suo vivere.

Mal pago di tale riscontro, il Torielli ricorre alla Camera; e, lagnandosi che sia stato dal Ministero frainteso l'articolo 32 della citata legge, produce documenti per provare che ogni suo reddito ascende a poco più di lire 100 circa, insufficienti alla sussistenza sua e di due figlie nubili seco conviventi, ed implora gli opportuni provvedimenti acciò gli sia accordata la reclamata pensione.

La vostra Commissione, riflettendo che lo spirito della legge, coll'accordare il diritto alla pensione ai genitori del militare morto in battaglia od in servizio comandato il quale fosse l'unico loro sostegno, mira evidentemente a soccorrere soltanto quei genitori i quali per la mancanza di quel sostegno non hanno di che campare la vita; che dai documenti dal petente prodotti non è provato trovarsi il Torielli in stato di assoluto bisogno, e che possono contribuire al di lui sostentamento le due figlie nubili seco conviventi, vi propone di passare all'ordine del giorno.

Petizione 4220. Pietro Josseron, coltivatore, del comune di Challonge, narra che, allorchando ebbe luogo la leva della classe del 1826, alla quale apparteneva un suo figlio per nome Francesco, questi estrasse un numero che lo fece comprendere nell'esercito; che però, essendo il medesimo di una statura inferiore a quella prescritta dalla legge, fu dal Consiglio di revisione di Annecy sottomesso a revisione negli anni 1847 e 1848, e quindi dichiarato ancora a rivedersi sulla classe del 1849.

Nel 1849 e 1850 non ebbe luogo la leva, e Francesco Josseron non fu sottoposto a nuova misura. Procedutosi però in settembre 1851 alla leva della classe del 1850, fu il medesimo posto capo di lista del suo comune, chiesto dinanzi al Consiglio di revisione, misurato e designato per l'esercito, malgrado avesse di già l'età di anni 25, atteso che aveva raggiunta la statura dalla legge voluta.

Trovando illegale questa decisione del Consiglio di revisione, a motivo che la legge sulla leva militare del 16 dicembre 1837, agli articoli 160 e 406, prescrive doversi gli iscritti riservati a rivedersi di classe in classe per difetto di statura dichiarare inabili quando non ebbero raggiunto la statura prescritta alla chiamata della classe designata nell'anno in cui compirono il ventesimoterzo anno di età, dice che, non essendo seguita la leva nel 1849, anno in cui suo figlio compiva l'età di anni 23, il dubbio se a tale epoca avesse raggiunta la legale statura doveva risolversi a di lui favore, e dichiararsi così inabile al servizio, senza profittare di una misura seguita allorchè l'iscritto aveva compiuto gli anni 25, per farlo arruolare.

Ricorse il petente al ministro della guerra nello scorso mese di ottobre per protestare contro siffatta misura ed ottenere che suo figlio non fosse allontanato dal tetto paterno; ma essendo rimasta tale sua domanda senza risposta, si rivolge ora al Parlamento chiedendo che sia fatta giustizia, e venga senza più il Francesco Josseron, ora soldato nella brigata di Savoia, dispensato dal militare servizio.

La vostra Commissione, ritenuto che, quantunque la legge sulla leva militare del 1837 nel provvedere, agli articoli 160,

171 e 406, al modo ed al tempo in cui gli iscritti designati dalla sorte, ma non al tutto abili alle armi o per difetto di statura o per debolezza di costituzione, debbano essere rivedibili col rimandarli di classe in classe, anzichè d'anno in anno, sembri mirare piuttosto al fatto della materiale revisione che prima si presenterà, anzichè a stabilire che quegli iscritti debbano essere annualmente rivedibili, tuttavia, disponendo negli stessi articoli che, durando i difetti o gli incomodi per cui essi furono dichiarati rivedibili alla chiamata della classe designata coll'anno in cui compiranno il loro vigesimoterzo di età, accorda loro un diritto preciso di essere riveduti almeno in quest'anno, giacchè tale revisione debb'essere definitiva e dare luogo alla loro esenzione, nel caso che i citati difetti non fossero cessati;

Che, avendo per tal modo il Josseron acquistato un diritto all'esenzione qualora, venendo misurato nel 1849, fosse in tale epoca stato riconosciuto di statura inferiore a quella prescritta dalla legge, non ha potuto perdere questo diritto o venire in esso pregiudicato per fatto del Governo che non procedette alle operazioni della leva del 1849;

Che per tal modo l'operazione della misura cui fu sottoposto nel 1851 sembrerebbe nulla, perchè avvenuta molto tempo dopo che l'iscritto aveva compiuto gli anni 23;

Si propone per questi motivi la trasmissione della petizione di cui si tratta al ministro della guerra.

Petizione 4069. Giovanni Forneris, di Asti, già luogotenente nel 14° reggimento di fanteria, veniva in ottobre del 1849 collocato in aspettativa per riduzione di corpo.

Sottoposto quindi alla Commissione reggimentale, questa opinava essere il medesimo inabile al servizio attivo per motivi di pusillanimità manifestate in faccia al nemico in varie occorrenze, tuttochè riconoscesse la capacità, l'istruzione e la regolare condotta di detto ufficiale.

Pari avviso manifestava il generale comandante della brigata in proposito eccitato dal ministro della guerra, il quale, dietro tali risultamenti ed il parere di un'altra Commissione speciale composta di ufficiali generali e superiori, ne provocava da Sua Maestà la dispensa da ulteriore servizio senza conservazione di grado nè di uso di uniforme. Colpito da questa misura, il Forneris ricorse al ministro della guerra per essere riammesso al servizio, producendo documenti onde giustificare la propria condotta e smentire l'appostagli pusillanimità durante le campagne del 1848 e 1849.

Il ministro incaricò quindi la stessa Commissione speciale per esaminare tali documenti, sentire l'imputato e statuire con accurata deliberazione a riguardo del medesimo; e questa, sotto il 21 gennaio 1851, dichiarò non potere neppure formulare una domanda al Ministero per migliorare la sorte del signor Forneris.

Non si perdette per questo d'animo l'ex-ufficiale; e, derivando nuovo coraggio dall'asserita sua irriprovevolezza, raccolse nuovi attestati e documenti, all'appoggio dei quali ricorrendo alla Camera, muove censura contro l'operato della Commissione, la quale, ingannata, come egli si esprime, da false apparenze, non sapendo come talvolta la calunnia, favorita da un procedere misterioso e senza forme regolari, possa riuscire ad offuscare la voce della verità e far prevalere la menzogna, non rinvenne dal primo suo giudizio; e, dicendo di non potere stare sotto il peso di una sentenza che trae seco tutte le conseguenze di una condanna, senza essere stata preceduta dalle di lui eccezioni e difesa, chiede vengano da voi promosse quelle disposizioni che si ravviseranno del caso, onde la sua vertenza venga sottoposta al giudizio di

un tribunale competente per potersi valere dei mezzi che la giustizia e la sua innocenza gli forniscono.

La vostra Commissione ha ritenuto che, se dall'un canto si tratta in questa petizione di cosa che ha tratto alla disciplina dell'esercito, la quale vuolsi con ogni più efficace e vigoroso mezzo promuovere ed afforzare a tutela della nostra nazionale indipendenza, viene dall'altro in questione l'onore e lo stato di un cittadino, cui debb'essere guarentita una libera ed ampia difesa;

Che fra i documenti presentati dal petente ve ne hanno alcuni i quali, essendo posteriori al 28 gennaio 1851, data dell'ultima lettera diretta al signor Forneris dal ministro della guerra, ed i quali perciò non furono ancora allo stesso ministro presentati;

Che, se da tali nuovi documenti non si trovano esclusi tutti i fatti precisi dietro l'imputazione dei quali è stato il petente dispensato da ulteriore servizio, non è però men vero dai medesimi sorgere dati e presunzioni che mostrerebbero essersi generalmente il signor Forneris, durante le campagne del 1848 e 1849, condotto da soldato d'onore;

Che però non sembra il caso per cui la Camera debba intervenire in questa pratica, per non avere ancora il petente sottoposti quei nuovi documenti al ministro della guerra, il quale potrebbe, secondo i risultamenti dei medesimi, analogamente provvedere;

Vi propone per questi motivi di passare all'ordine del giorno.

Petizione 4249. Raffaele Nigra, oste a Feletto, narra avere nella notte del 3 marzo 1849, in seguito alla ritirata di Novara, fatto somministrare cibaria e vini a molti militari non graduati per la somma di lire 70, senz'aver potuto da essi conseguire il pagamento; dopo di avere a questo proposito fatte replicate domande al municipio di detto luogo, riuscite vane, ricorre alla Camera acciò gli faccia fare energica giustizia.

La Commissione, non scorgendo l'asserto del petente avvalorato da verun principio di prova, e ritenuto d'altronde che il medesimo non sarebbe diretto al ministro della guerra, vi propone di passare all'ordine del giorno.

Petizione 4237. Salvatore Sechi Usay, già segretario insinuatore a Sassari, collocato a riposo con decreto reale del 5 agosto 1851, dopo un servizio di anni 55, si lagna della tenuità della pensione statagli accordata in lire 300 annue con decreto del 29 febbraio scorso, rammenta il suo lungo, zelante ed onorato servizio, e chiede che, in vista del medesimo e dell'avanzata sua età d'anni 68, la Camera gli faccia ottenere una pensione equa, proporzionata a' suoi anni di servizio ed alla lealtà con cui in esso ebbe a comportarsi.

La vostra Commissione, considerando che ai reclami contro la liquidazione della pensione degli impiegati è aperta la via presso i diversi Ministeri da cui quelli dipendevano, e che non risulta essersi il petente diretto al ministro delle finanze, vi propone l'ordine del giorno.

Petizione 4217. Alessandro Paoletti, da Spezia, muove lagnanze contro il comitato di revisione della milizia nazionale di detta città, che non volle comunicargli copia di una sua deliberazione, colla quale respinse la domanda fattagli dal petente per essere esentato dal servizio per causa d'infermità, e chiede un provvedimento per cui la giustizia sia fatta palese e le sentenze comunicate ai ricorrenti.

Suggerisce inoltre alla Camera di chiamare a sè il regolamento del servizio ordinario di quella milizia per purgarlo da' suoi gravi errori.

Finalmente propone che venga ordinata un'inchiesta pel fatto che dice successo in un sobborgo di Spezia nella notte del 19 marzo ultimo, di una collisione in una certa osteria

tra un carabiniere ed un caporale della guardia nazionale.

La Commissione, ritenuto che il provvedere sulle singole domande del signor Paoletti, ove ne sia il caso, spetta al ministro dell'interno, vi propone l'ordine del giorno.

Petizione 4440. Alessandro Paoletti, citando il disposto dell'articolo 12 della legge sulla milizia comunale, giusta il quale i consoli e vice-consoli di potenze straniere, ancorchè sudditi, non sono chiamati a questo servizio; ed allegando che in qualche comune si verifica il contrario, mosso, così dice, dal desiderio di mantenere i buoni principii nel servizio, ricorre alla Camera acciò provveda a che le disposizioni della legge siano scrupolosamente eseguite.

La Commissione, senza arrestarsi a considerare l'interpretazione data dal petente all'articolo 12 della legge 4 marzo 1848, ritenuto che il promuovere l'esecuzione della stessa legge appartiene al ministro dell'interno, cui non risulta essersi rivolto, vi propone l'ordine del giorno.

Petizione 4181. Pietro Antonio Nivero, da Novi, già capitano nelle armate francesi, ripatriato nel 1815, dopo di essere stato per due anni prigioniero di guerra in Russia, narrato come siano sempre tornate vane le domande da lui fatte presso i vari ministri della guerra per essere ammesso all'attivo servizio nelle patrie armate, segnatamente negli anni 1848 e 1849, come non abbia neppure potuto ottenere una pensione, ricorre alla Camera rinnovando le istanze fatte per ottenere giustizia pei servigi prestati e l'avanzata sua età.

La Commissione, non ravvisando che coll'essersi rigettate dal Ministero della guerra le varie domande del petente siasi a di lui riguardo violata la giustizia, dacchè, non avendo servito nell'armata nazionale, non può invocare a suo favore la legge sulle pensioni militari del 26 giugno 1850; e, non essendo ancora stato ammesso a pensione di riposo quando abbandonò il servizio dell'armata francese, non può nemmeno valersi della legge colla quale vennero solo riammessi alla pensione di riposo i nazionali che già l'avevano ottenuta dal cessato Governo francese, vi propone l'ordine del giorno.

Petizione 2354. Giovanni Battista Biancheri, da San Remo, colla l'occasione della presentazione fattasi dal Governo del progetto di legge sull'organizzazione giudiziaria, viene chiamando l'attenzione della Camera sulla condizione dei causidici, ed in specie di quelli che compongono il collegio presso il tribunale di prima cognizione di San Remo.

Assevera essere il numero di questi troppo ristretto ed abbisognare la molteplicità delle cause che si agitano presso quel tribunale che venga tale numero accresciuto fino a 12, come già si trovava sotto il cessato regime francese; propone inoltre la soppressione dei sostituiti causidici, acciò gli affari siano spediti con maggiore sollecitudine, e maggiore sia la responsabilità del patrocinante.

La Commissione vi propone di trasmettere questa petizione al ministro di grazia e giustizia ed agli archivi della Camera per avervi gli opportuni riguardi allorchè si tratterà della legge di ordinamento giudiziario e del Codice sulla procedura civile.

PRESIDENTE. La Camera non essendo più in numero l'adunanza è sciolta.

La seduta è levata alle ore 4 5/4.

Ordine del giorno per la tornata di domani:

1° Discussione del progetto di legge relativo alla convenzione postale colla Toscana;

2° Discussione del progetto di legge per un mutuo da contrarsi dalla provincia del Faucigny;

3° Relazione di petizioni.